

# L'opposition vent debout contre le plan déchets de l'Exécutif

Ambiance chahutée jusqu'à prendre parfois des accents nauséabonds, amendements en série, débats ponctués de sévères prises de becs, le rapport présenté hier par François Sargentini n'a pas convaincu au-delà de la majorité

**D**échets, le dossier pour-ri. Vicié. Celui qui depuis l'arrivée de la mandature nationaliste aux responsabilités cristallise à lui seul une bonne partie des critiques. Celui qui a coûté son portefeuille à Agnès Sillompietri, même si la non-reconduction de cette dernière au fauteuil n'a jamais été explicitement reliée à l'échec essuyé. Celui qui est depuis bientôt trois ans au centre d'une guerre technico-technique entre majorité et opposition sur les choix à privilégier. Celui qui, pris sur le tas, n'a pas encore réussi à faire le tri. Celui qui use plus que tout autre. Un dossier qui, aujourd'hui, est à la mandature nationaliste ce que le Padchar en son temps aura été à la mandature Santini, un boulet.

Et pourtant, il y a urgence. À trouver des solutions, à travailler en bonne intelligence, à arrêter de faire de ce sujet une surenchère politique là où les véritables enjeux sont ailleurs.

## Prévert sans la poésie

Hier, à l'Assemblée de Corse, la déclinaison du plan d'action sur les déchets 2018-2021 a ouvert la deuxième journée de session. Et a finalement pu être discutée après une tentative de renvoi du rapport, via une motion portée par le groupe Per l'Avvenire.

"Nous pensons qu'il faut renvoyer l'examen de ce rapport puisqu'il n'est pas abouti, a plaidé Jean-Martin Mondolini. Et travailler à une réécriture du texte en tenant compte des retours des intercommunalités et du Syvadec, respectivement chargés de la collecte et du traitement".

Motion rejetée, l'examen a pu débiter.



Marie-Thérèse Mariotti, Xavier Lacombe, Valérie Bozzi sont montés au créneau pour l'opposition. Rosa Prosperi, elle, a recadré au nom de la majorité. Entre les deux, le plan déchets a été mis à l'épreuve hier dans l'hémicycle.

À la tribune de l'Exécutif, le président de l'office de l'Environnement, François Sargentini, a fait souffrir le chrono, déroulant dans le détail la feuille de route de l'Exécutif durant plus d'une heure.

Cinq axes stratégiques à la clé : tri à la source, création de centres de tri multifonctions, ouverture de nouveaux centres de stockages de déchets ultimes, volonté de faire des déchets une nouvelle ressource économique, et enfin, cap sur une maîtrise publique de la gestion des déchets.

A-t-on dans l'hémicycle remis en cause le sérieux du président Sargentini ? Non. A-t-on douté que le plan puisse servir de planche de salut ? Oui. Et de ce fait, le rapport a subi un feu nourri de critiques. Jugé en deçà des attentes et des espoirs d'en sortir. Ont été relevés par l'opposition, un manque de réalisme, d'ambition, une absence de chiffrage précis, et la liste a été longue.

On l'a compris, dans l'opposition le document n'a pas



convaincu. Et c'est Marie-Thérèse Mariotti qui a ouvert le tir la première. "Ce plan déchets, le deuxième en près de trois ans, est un inventaire à la Prévert sans que l'on puisse voir comment tout cela s'imbrique, quand cela va voir le jour, combien ça coûte et surtout qui va payer. Votre objectif de 60% de tri à cinq ans va s'appliquer sur un tonnage de déchets résiduels que nous ne validons pas. Les évaluations sur lesquelles repose votre plan sont une fois de plus illusoires. Et lorsque l'on part sur de mauvaises bases, c'est tout qui vacille à l'arrivée. C'est l'erreur que vous avez commise en 2016. Nous devons être à 60% de tri en 2019, or nous sommes à 26% de tri aujourd'hui. Résultat : 175 000 tonnes sur les bras, avec une capacité de traitement de 99 000 tonnes sur deux centres et à minima 75 000 tonnes vouées à l'export".

Si la conseillère dit partager l'ambition de l'Exécutif sur la généralisation du tri, il



faudrait néanmoins arrêter de faire croire que le tri règlera tout, assène-t-elle. Estimant par ailleurs que les dix-neuf intercommunalités, celles-là mêmes dont l'Exécutif dit qu'elles sont la clé et "le maillon déterminant" de la réussite, seront les premières à payer les pots cassés : "Je peux déjà, sans être majoritairement, vous dire pourquoi vous allez justifier le fait que les objectifs ne seront pas atteints dans cinq ans. Ce sera la faute des EPCI qui n'auraient pas fait leur travail".

## Prise d'otages

Xavier Lacombe approuve : "Les intercommunalités sont en fait prises en otage. Leurs préconisations, comme celles du Syvadec, n'ont pas été intégrées. Il est évident que nous ne pouvons pas voter ce rapport tant qu'il comprend d'importantes zones d'ombre, notamment au niveau financier puisque à aucun moment vous ne faites état d'un soutien financier de la collectivité à l'égard des EPCI chargés de la



collecte des déchets. Vous nous taxiez hier de mauvaise foi. À moi, aujourd'hui, de pointer du doigt l'enfumage que constitue ce rapport".

Un peu plus tard, Valérie Bozzi, fera à son tour part de sa déception : "Nous allons essayer d'améliorer de plan par des amendements qui visent à préciser les délais, les coûts, les financements, à aider concrètement les EPCI à réaliser le porte-à-porte qui est souhaité. Mais sans ces précisions dans le rapport, nous serons au regret de constater que l'échec de la précédente mandature sera réédité lors de celle-ci." La présidente du groupe La Corse dans la République a également pointé l'absence de "concret, de terrain, que les élus communautaires auraient pu faire remonter comme cela a été dit par Antoine Poli".

Ce dernier, membre du groupe Amidi per duramu, venait, en effet, de prendre l'exemple de son territoire pour dire les difficultés rencontrées (lire en page 3). Face à cette fronde, ils ont

été plusieurs du côté de la majorité territoriale à venir épauler le président de l'office de l'Environnement.

À commencer par Guy Armanet. "On peut discuter des objectifs à atteindre, mais la réalité du plan n'est pas là, a-t-il appuyé. Aujourd'hui, nous sommes en train de parler de tri à la source reconnu par tous. Et j'ai envie de dire, déclarons ce plan tout de suite. Pour le reste, il faut effectivement se demander comment on peut accompagner les intercos."

## "Courage politique"

Rosa Prosperi, elle, va droit au but, avec un incontestablement sens de la formule : "J'ai l'impression que l'on essaie de savoir comment l'on pourrait faire pour que la majorité échoue. Or, c'est l'inverse que doit ce plan avec un vrai courage politique qui consiste à se demander comment la Corse peut réussir. Et c'est cela qui est l'affaire de tous, car nous sommes condamnés à réussir".

Cette réussite, elle passe par un "plan Marshall", n'hésite pas à dire Julien Padlini. Le mot de la fin à Pierre Ghiorga, qui a ramené un peu de calme après l'échauffement des débats, tout en faisant la part des choses en ce qui le concerne : "Je me réjouis du rejet de l'incinérateur, mais je suis gêné, dans le rapport, par la volonté de centraliser. J'aurais aimé un plan un peu moins jacobin".

Et puisque le mot est lâché, il semble, à l'aune des échanges dans l'hémicycle, que l'Exécutif aura en effet à tendre davantage l'oreille et la main aux intercos. On sait ce que peut coûter le fossé creusé entre le pouvoir et les territoires.

ANNE-C. CHABANON